

Nous publions ci-dessous les commentaires critiques de J.Wajnsztein à deux textes de J-P.Garnier sur Mai 68. Aujourd'hui, dans certains courants du marxisme et de l'anarchisme l'analyse de Mai 68 en terme de classes sociales semble être réactivée. Sont à nouveau mises en avant les notions de « petite bourgeoisie intellectuelle », de « classe de l'encadrement capitaliste » ou encore « de couches intermédiaires des intellectuels ». On connaissait déjà les confusions et les méprises politiques engendrées par ces notions dans le temps de l'évènement Mai 68 lui-même ; on en mesure toujours plus leur caducité cinquante ans après.

Mis à jour le 23 juillet 2018 avec une réponse de J-P. Garnier intitulé : **Mai 68 dans une société sans classes ?**

Mai 68 et l'analyse en termes de classes¹

Quand nous avons qualifié les mouvements critiques de la fin des années soixante, que ce soit aux EU, en Allemagne, en France ou en Italie, nous les avons tous envisagés comme participant d'une irruption sociologique de la jeunesse suivie de son éruption comme force de contestation de l'ordre établi et plus précisément comme force d'opposition au capitalisme et à certaines de ses formes impérialistes du moment (Vietnam pour les américains, Algérie pour la France, « occupation » des alliés en RFA et en Sicile,). Il va de soi que cette perception s'accommodait mal d'une analyse stricte en termes de lutte de classes. Des revues comme *Socialisme ou Barbarie*, *l'Internationale situationniste* ou *Noir et rouge*, avant même 1968, étaient des manifestations visibles, bien qu'ultra minoritaires, d'un changement de perspective par rapport au « programme prolétarien ».

Ne reprenant déjà pas systématiquement l'opposition marxiste entre bourgeoisie et classe ouvrière comme axe de la lutte en mai-juin 68, il est encore plus évident que nous n'en portions pas les dérives léninistes consistant à distinguer bourgeoisie et petite bourgeoisie dans des termes du XIX^e siècle devenus impropres avec le déclin des anciennes couches intermédiaires de la propriété (paysans, artisans et commerçants) et le développement de nouvelles couches, salariées cette fois. En effet, ces dernières posaient de nouvelles questions telle celle d'une nouvelle classe ouvrière (Serge Mallet) incluant les techniciens où les travailleurs du savoir-force productive parce qu'ils posaient des problèmes spécifiques. On s'en rendra compte par la suite, avec l'exemple des luttes en Italie et la question de la

nouvelle « composition de classe » analysée d'abord sous l'angle de l'ouvrier-masse, mais qui va tenir compte ensuite de la lutte des techniciens à la lumière aussi des analyses de Marx sur le *General intellect*. Malheureusement, en France, c'est la notion de petite bourgeoisie intellectuelle (que J-P. Garnier semble reprendre à son compte) qui va s'imposer à la fin des années soixante, véhiculée aussi bien à travers la sociologie bourdieusienne devenue dominante qu'à travers les groupes gauchistes et surtout maoïstes. Toutefois, que cette catégorisation soit insuffisante ou peu probante, apparaît quelques années plus tard avec les thèses d'Alain Bihl sur la « classe de l'encadrement capitaliste », sans que l'aporie d'origine soit levée.

En effet, ce que ces notions impliquaient, c'était un développement d'une catégorie de nouveaux salariés diplômés prenant le relais d'une hiérarchie fordiste dépassée par le progrès technologique, ce qui nécessitait l'emploi de couches intermédiaires remplaçant les anciens « petits chefs » de la division verticale du travail. D'où l'idée « d'encadrement » alors que jusque-là les cadres étaient peu nombreux et beaucoup plus en rapport direct avec la direction qu'avec les autres salariés. Les réformes de l'université et plus généralement la massification des études devaient pourvoir à ces nouvelles exigences des entreprises ou de l'administration. Mais le déterminisme, même marxiste, n'est pas infallible et le reste d'humanité (« les humanités ») que conservaient les universités, a produit un décalage par rapport à ce qui aurait été la transformation de l'université en centre de formation de la force de travail intellectuelle pour le capitalisme. Une autonomie relative, permettant de développer une université critique et même la critique de l'université et par exemple la critique de la sociologie (cf. le texte de Nanterre de février 1968 : « Pourquoi des sociologues ? »), mettant ainsi en question une de ces nouvelles disciplines censée être immédiatement utilisable sur le marché de l'emploi et pour le profit et la gestion bien comprise de l'entreprise moderne.

Par ailleurs, les transformations du procès de production et de la nature même des activités, n'allaient pas franchement dans ce sens d'une nouvelle hiérarchisation verticale de l'entreprise, mais bien plutôt vers des formes d'organisation du travail plus horizontales dans lesquelles la discipline du travail et au travail ne passaient pas par les mêmes codes et nécessitaient un encadrement bien moins important et de fait une perte de statut pour les anciens personnels (les petits chefs) et une difficulté à instaurer un statut bien défini pour les nouveaux (les compétences floues remplacent la professionnalité). Or, l'analyse de Bihl, par exemple, supposait au contraire un accroissement des inégalités de savoir au sein du processus productif justifiant une nouvelle analyse de la composition des classes, alors qu'on peut dire que ce savoir s'est socialisé renvoyant de plus en plus de salariés au stade du travailleur indifférencié de Marx ou de l'homme sans qualité de Musil. Du fait même que le

collectif de travail s'en trouve éclaté, parler d'une classe de l'encadrement ou d'une petite bourgeoisie intellectuelle, c'est nier cet éclatement et ne pas reconnaître que, au sein de ces catégories, la « lutte des places » remplace souvent la lutte des classes, que le harcèlement au travail traverse toutes les couches salariées parce qu'il résulte de l'individualisation des situations de travail et vient troubler la distinction dirigeants/exécutants tracée et jugée fondamentale pour l'analyse du capitalisme contemporain par *Socialisme ou Barbarie*.

De la même façon, le développement des activités de services allait constituer un gigantesque vivier de nouveaux emplois ne correspondant à aucun encadrement véritable, à aucun travail véritablement intellectuel et constituant de fait des positions intermédiaires dans la hiérarchie sociale mais dénuées d'une véritable fonction de pouvoir. Les étudiants de 1968 allaient s'y engouffrer participant, à leur corps défendant, la plupart du temps, de cette « moyennisation » de la société que vont relever aussi bien des hommes politiques comme Humphrey et Giscard D'Estaing, que des sociologues comme Dahrendorf où même si c'est dans une autre perspective, des « militants » comme Camatte et la revue *Invariance* avec la reprise de la notion hégélienne de « classe universelle ».

Les restructurations des années 80 puis la tendance à l'inessentialisation de la force de travail dans le procès de valorisation avec la domination de plus en plus grande du travail mort sur le travail vivant, ont par ailleurs conduit à un début de prolétarianisation de couches intermédiaires du salariat qui avaient eu tendance à proliférer les vingt années précédentes, ou du moins à une perte de statut touchant par exemple, les fonctionnaires et parmi eux les enseignants.

Le fait que Bihr utilise la notion de « classe du capital » (cf. note 14, p. 177 de [Entre bourgeoisie et prolétariat, l'encadrement capitaliste](#), L'Harmattan, 1989) plutôt que bourgeoisie est d'ailleurs significative du problème que pose sa catégorisation en termes de classe de l'encadrement puisque, à mon sens, elle délégitime le titre même du livre.

Côté « intellectuel », dès 1968 nous nous trouvons dans la contestation de la confiscation des savoirs par les « héritiers » de Bourdieu qui avaient eux-mêmes remplacés progressivement la petite élite bourgeoise qui dominait jusqu'à l'entre-deux-guerres inclus. Il s'ensuit une perte progressive de l'aura de l'intellectuel théorisée et prononcée officiellement par Foucault au profit de la notion d'expert. L'idée d'une « classe montante de la petite bourgeoisie intellectuelle » était déjà limitée à cette époque et elle ne trouva un débouché pratique seulement quinze ans plus tard qu'avec l'arrivée de la gauche au pouvoir qui allait délivrer quelques strapontins à des anciens de 68, de la même façon que les médias allaient consacrer quelques « nouveaux philosophes » qui n'avaient de toute façon pas besoin de la gauche pour atteindre un statut social qui avait toujours été le leur et qui ne pouvait par là

Mai 68 au fil des jours : les méprises d'une interprétation classiste de

Mai 68

être qualifié d'ascendant. Mais justement, ce point de vue me semble très parisien² car les étudiants de 68 ne se voyaient pas, majoritairement et surtout en province, comme des intellectuels et d'ailleurs leur devenir n'a pas été essentiellement « intellectuel » pour ce que j'en connais³. Même leur entrée massive dans le corps enseignant s'est faite à la marge, dans des postes d'instituteurs ou de « petits profs » et pour qui connaît la situation de l'enseignement aujourd'hui comme à l'époque, enseigner n'était déjà pas une sinécure ni une situation de pouvoir. On ne peut réduire Mai 68 à la rue d'Ulm et à Normal sup' ! D'ailleurs, l'enseignement universitaire nous était quasiment fermé pour des raisons politiques et les militants maos, pour ne parler que d'eux, le refusaient absolument à l'époque et ce n'est pas parce que Geismar et de Gaudemar ou Roland Castro ont obtenu des postes importants que c'est significatif. Il est difficile, comme le suppose pourtant Garnier, de voir dans la stratégie de « l'établi » une stratégie de conquête du pouvoir.

Mai 68 et *a fortiori* le mouvement italien qui a aligné les centaines d'années de prisons pour des milliers de personnes, ce n'était pas une lutte pour le pouvoir, ce n'était pas 1789 rejoué avec des intellectuels remplaçant la bourgeoisie, dans leur tentative d'alliance avec la classe ouvrière. Et si les ouvriers stalinisés se sont méfiés des étudiants ce n'est pas principalement parce qu'ils étaient des intellectuels, mais parce que la différence d'aspiration était bien trop grande, ce que Garnier reconnaît d'ailleurs volontiers. On a pu voir que lorsque ces aspirations se rejoignaient davantage, comme en Italie, de 1969 à 1978, l'alliage se faisait plus solide quelle que soit la catégorie intellectuelle ou manuelle de ses porteurs.

A la fin des années soixante il n'y avait pas de crise des débouchés professionnels. Certes le chômage commençait à augmenter au printemps 1968 (600000), mais il touchait des catégories ouvrières qualifiées de secteurs particulièrement exposés à la concurrence comme le textile (la Rhodiacéta), mais pas du tout les postes de techniciens et les nouveaux emplois de services (banques et assurances, commerce) qui embauchaient à tout va. D'ailleurs les étudiants de sociologie ne voulaient pas être sociologues puisqu'ils ne voulaient pas être les chiens de garde de la bourgeoisie. La prédiction de Lefebvre sur le fait qu'ils ne seraient au mieux que des cadres moyens tombait à plat et à côté de la plaque car pour la plupart, leur critique de la sociologie n'était pas idéologique et de l'ordre du discours, mais constituait un refus en acte, une critique du travail et en particulier de ce travail d'encadrement moderniste de la force de travail, une critique aussi de la séparation travail intellectuel/travail manuel. Je ne parle pas des « chefs » gauchistes parisiens⁴, mais pour les autres ce ne fut vraiment pas de leur faute si ils durent choisir ensuite, après plusieurs années d'entre-deux, une activité professionnelle qui d'ailleurs, très souvent, se trouva plus limitée que boostée par leur activité politique parce qu'elle était justement anti-institutionnelle ce qui les privait de toute perspective carriériste pendant de nombreuses

années.

Le fait de parler, comme Garnier le fait, en termes de rattrapage et de modernisation souffre de trois défauts. Le premier est qu'il se place du côté de l'advenu. Le mouvement ayant été battu, ce qu'il portait lui échappe et sert à la dynamique du capital. C'est le principe même de tout mouvement dialectique de lutte. Si on reprend les termes à mon avis inadéquats dorénavant, mais ici encore éclairants à l'époque vu le cadre théorique marxiste qui y prédominait, la contre-révolution se forme toujours sur les limites de la révolution. Le second, c'est que ces termes ne permettent pas de saisir le passage de la société bourgeoise à la société du capital comme à la fois rupture avec l'ancien (le fil rouge des luttes de classes) et dévoilement du nouveau (les mouvements de « libération » et d'émancipation, la fluidité, le nomadisme, la « révolution du capital »). Or, c'est pourtant un point essentiel si on considère que le mouvement de 68 est justement le point d'inflexion entre ces deux moments, qui maintient encore, tant bien que mal, les deux bouts, à la fois la référence au vieux mouvement ouvrier et à l'histoire des luttes prolétaires (c'est la raison pour laquelle le mouvement étudiant se range au côté des organisations ouvrières pour le 13 mai), mais aussi développement de son autonomie et d'axes propres, anti-étatique et plus largement anti-institutionnel, ce dernier caractère englobant la critique ou même la séparation avec les organisations traditionnelles de la classe ouvrière.

Si le discours anarchiste ne perce pas véritablement, ce que Hobsbawn, cité par Garnier, semble regretter, c'est que celui de l'IS ou de Noir et Rouge, de Marcuse ou Castoriadis, le réactualise sous des formes nouvelles qui dépassent le vieil antagonisme entre marxisme et anarchisme et permet une nouvelle analyse du capitalisme que les formes ossifiées du marxisme ultra gauche ou de l'anarchisme organisé ne permettaient plus. Les groupes anarchistes constitués n'ont d'ailleurs eu aucune influence en tant que tels en France, en RFA et en Italie, même si des anarchistes ont eu un rôle de passerelle ou de recomposition d'une minorité agissante dans chacun de ces pays. Mais là où perce une sorte de fond anarchiste, par exemple au sein du Mouvement du 22 mars, c'est dans le manque d'attention à la question politique et son manque de prise en compte de la réalité de l'État. Sa critique de la politique assimilée à la politique politicienne, le poussait à mettre l'État de côté puisqu'on ne voulait pas le pouvoir et a fortiori le prendre⁵. La mise en crise du gaullisme, de par la réunion d'éléments objectifs (l'usure du pouvoir) et subjectifs (le mouvement d'insubordination) semblaient suffire à ce que le pouvoir s'effondre. A son niveau, plus modeste, le mouvement se retrouvait dans la même aporie que le mouvement anarchiste espagnol entre 1936 et 1937. Or, on sait que qui ne s'occupe pas de l'État et de la question du pouvoir, voit l'État s'occuper de lui. Garnier me semble donc confondre le fait de critiquer l'État (cela était bien présent dans le mouvement) avec la question : que faire de l'État ? Une question qui n'était

effectivement pas posée clairement en 68 par le mouvement du 22 mars et les situationnistes en tout cas. Mais elle était d'autant moins posée que le Parti communiste la posait en filigrane avec son slogan « Dix ans ça suffit » et que le PSU et la CFDT allaient prendre le relais avec leur opération Charléty. Refuser ces voies de traverse puis les élections « piège à cons » de juin ne constituaient effectivement pas une perspective, mais il me semble un peu incohérent de critiquer le mouvement, d'une part sous prétexte qu'il ne voulait pas s'occuper de la question du pouvoir et d'autre part parce qu'il aurait tenté de se faire le supplétif de classes (bourgeoise ou prolétarienne) décidément indépassables. Il faut choisir !

Le troisième défaut, mais qui fait suite au premier est de confondre l'événement ou le moment 68 et l'après 68 ou les « années 68 » comme les journalistes ou universitaires les appellent. Si je tire un peu la pelote de l'argumentation de Garnier je dirais que là où il ne voit que le « Tout tout de suite » du groupe Vive la révolution (VLR) et du journal *Tout*, ma référence est celle du « [Nous voulons tout](#) » de la Fiat (cf. le livre de Nanni Balestrini). Il me semble que cela le conduit ainsi à une position inconfortable, puisque s'il reconnaît quand même au détour d'une phrase que Mai 68 constitue un élément majeur de l'histoire de la France de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, il n'en aboutit pas moins à faire du devenu des mouvements d'émancipation qui lui ont succédé, la vérité de Mai 68. Si nous sommes bien d'accord avec la critique de Garnier sur les particularismes, parce que mai 68 était fondamentalement universaliste, c'est justement sa défaite, en tant que mouvement universaliste, même sous dominante du « programme prolétarien », qui a précipité la particularisation des mouvements « sociaux » qui ont suivi⁶. A l'origine, le mouvement homosexuel, par exemple à travers le FHAR et un journal comme le *Fléau social*, s'inscrivent bien dans ce mouvement universaliste et il en est de même du mouvement des femmes en Italie, au moins jusqu'en 1976. D'ailleurs, ses protagonistes portent parfois la double casquette parce que c'est la dynamique d'ensemble qui est porteuse à la fois du mouvement et de la dynamique. C'est quand celle-ci s'essouffle que le mouvement perd son unité. Dans la nouvelle totalité du « tout est politique », tout devient équivalent et donc relatif. Il n'y a plus de point de vue englobant.

Essayer d'isoler l'événement Mai-68 comme irréductibilité et rupture n'est pas encenser Mai 68 ou « manquer de distance critique », c'est juste ne pas lui coller sur le dos le devenu de l'événement, c'est-à-dire une nouvelle dynamique du capital, alors qu'on attendait une exacerbation dialectique des luttes de classes. Garnier ne semble pas tenir compte de la discontinuité que représente l'événement mai-68 et encore moins reconnaître que le mouvement a bien été défait si on considère celui-ci en tant que mouvement d'insubordination et non pas en tant que simple mouvement social. Pour lui, c'est comme si

1981 invalidait 1968, parce que certains y aurait trouvé un débouché qui validerait positivement leur parcours politique antérieur. Deux positions parfaitement contre-dépendantes, alors que je pense, à l'inverse, que 1981 est justement une des conséquences de cette défaite. Je pense même ne pas m'aventurer en disant que c'est cette défaite d'un mouvement qui avait fait peur qui a donné une chance unique à la gauche politique, version tranquille (« changer la vie ») du changement social.

Juger le mouvement par rapport aux risques qu'il a pris me paraît être aussi une erreur. Ce risque n'était pas mesuré à l'aune de notre propre mort potentielle, mais à celle d'un mouvement de masse dont nous faisons partie et dont nous refusions de constituer l'avant-garde. Une situation, à cet égard, fort différente de celle de l'Italie où les avant-gardes ouvrières et étudiantes constituées au sein d'un mouvement plus intense parfois, mais beaucoup moins massif, ont décidé, à un moment et aussi sous le coup d'une répression plus forte qu'en France, de porter le combat au cœur de l'État, mais sans saisir la nature de l'État moderne.

Quant au niveau de violence en RFA il relevait plus du désespoir que du courage. Ce que l'agitation des années 1967-68 avait fait espérer se terminait par l'assassinat de Dutschke, les interdictions professionnelles, un mouvement ouvrier incapable d'envisager la moindre position commune conjoncturelle (style 13 mai 68 en France) avec le mouvement étudiant.

Pour avoir été plongé personnellement dans quelques situations de violence physique et politique, je pense qu'il n'y a pas de question abstraite de violence et que l'affrontement peut aussi passer par d'autres stratégies dans d'autres situations. Mais le fait est, à mon avis, que, aussi bien à Paris qu'à Lyon, le 25 au matin, nous nous sommes trouvés « désarmés » et cela non pas parce que nous n'aurions pas voulu jouer notre vie (ça c'est la version de Régis Debray et Pierre Godmann qui n'étaient pas en France en 68 et voyaient tout à la lunette du guévarisme), mais parce que si des jeunes prolétaires nous ont bien rejoint dans l'affrontement, il n'y a eu par contre aucune réponse en provenance des entreprises occupées. D'ailleurs, à partir de cette date nous n'avons plus rien vu venir, les événements de Fins et Sochaux en juin se déroulant déjà dans la phase de reflux.

C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas risqué une manifestation dès le 25 ou au plus tard le 26, malgré la pression de nombreux étudiants et autres présents dans la faculté occupée, prêts à en découdre, mais dont certains n'étaient même pas présents au « combat » la veille ! A tort ou à raison, on a estimé qu'elle n'aurait été qu'une répétition, en plus violente, de la précédente, sans que nous puissions nous organiser comme la veille. Nous étions nous-mêmes divisés entre nous sur la nécessité ou non de « tenir » la rue puisque cela se posait parce que justement, au petit matin du 25 à Lyon et Paris celle-ci avait

Mai 68 au fil des jours : les méprises d'une interprétation classiste de

Mai 68

été rendue aux forces de l'ordre et que la réoccuper nous plaçait dans une position volontariste et velléitaire qui ne s'imposait pas non seulement objectivement vu le rapport de force (les lances à incendie de la CGT n'étaient pas dirigées contre une éventuelle attaque des CRS, on l'a bien vu à Sochaux et à Flins et si la CGT s'en était servi, cela aurait été contre les étudiants ou contre la fraction ouvrière qui suivait les fauteurs de trouble), mais aussi politiquement puisque nous ne nous voulions pas avant-garde. On ne pouvait pas dire d'un côté, dans les discussions avec les ouvriers et la population, que ce n'était pas à nous de répondre à la question « quoi mettre à la place du capitalisme », mais à eux et aussi à nous d'y répondre ensemble et de l'autre, se lancer dans ce qui n'aurait constitué que des coups de force de « révolutionnaires » auto-proclamés. Nous retrouvons ici la même limite que celle vue plus haut sur le rapport à l'État et à une perspective politique.

Enfin, si mai 2018 s'est « commémoré » sur la base du « ressenti », la faute n'en revient pas à ses protagonistes, mais bien plutôt à ceux qui veulent dépolitiser mai 68 et en faire un vaste mouvement culturel progressiste d'émancipation. Dans cette opération, que je caractériserais de tentative de neutralisation de l'événement, il ne s'agit alors effectivement pas de faire dire aux « témoins » ce qu'ils ont fait, mais de leur demander comment ils ont été traversés par un mouvement dont certes, ils ont fait partie (ils ont été emportés par le mouvement), sans pour cela en avoir été vraiment les protagonistes. Soit le choix éditorial du récit de vie (cf. le livre initié par Médiapart) du « témoin » contre la subjectivité théorique jugée sur-interprétative du protagoniste.

Mai 68 dans une société sans classes ?

J'ai beaucoup apprécié tes remarques pour leur originalité et leur logique, même si leurs présupposés me laissent dubitatifs (je laisse de côté celles me paraissent reposer sur des malentendus, favorisés, il est vrai, par la forme des deux écrits que je t'ai transmis, qui relèvent plus de notes destinées à servir de points d'appui à un topo oral que d'exposés ou d'articles argumentés en bonne et due forme). La plupart de tes objections renvoient à des divergences indéniables. Je lis régulièrement et avec intérêt les articles de la version électronique de «Temps critiques» où je trouve des analyses qui ont le mérite d'actualiser la pensée critique pour la faire coller tant à l'évolution du mode de production capitaliste qu'à celle des rapports de domination qui en découlent. En revanche, je ne vous suis pas dans

l'adoption d'une «perspective a-classiste de la révolution à titre humain», la mienne demeurant classiste (bien que j'aie rompu depuis belle lurette avec le «cadre théorique du programme prolétarien»), ainsi que dans l'abandon, rhétorique à mon avis, du concept de «société capitaliste» au profit d'une «société capitalisée» et la substitution de celui «communisation» à celui de «communisme». Que les signifiés de ceux que vous avez éliminés nécessitent d'être réactualisés en même temps que précisés, cela ne fait pas de doute, mais ceux que vous proposez pour les remplacer mettent l'accent sur des processus qui ne remettent pas en cause le caractère capitaliste de la société, dans un cas, ni l'horizon communiste, dans l'autre, d'où ils tiraient leur signification, encore que, en ce qui concerne ce dernier, vous préférez y substituer une «impalpable tension vers l'humain» aussi unanime et consensuelle que le «commun» dont se gargarise le duo Dardot-Laval — eux aussi parlent de «communisation» — pour définir le principe qui définirait ce que devrait être la soi-disant «révolution au XXIe siècle».

Avant de revenir sur ces divergences de fond qui inspirent tes objections à mon interprétation du «moment mai-68», il me semble utile de te signaler que le fait que tu l'aies vécu comme protagoniste alors que je me trouvais à l'époque à Cuba n'est peut-être pas étranger non plus à nos divergences d'interprétation et d'appréciation. En bon trotskiste de la JCR (IV Internationale) séduit par le castro-guévarisme, je m'y étais exilé depuis 1966 après un séjour exploratoire en 1965, croyant ainsi pouvoir participer plus activement qu'en France à la lutte anti-impérialiste (entraînement militaire dans la milice, beaucoup plus rude que le service militaire accompli en France 4 ans auparavant) et à la construction du socialisme là où elle était déjà à l'ordre du jour (planification urbaine + travail volontaire dans les champs de canne). Il est possible voir probable que si j'avais continué à militer en France à la JCR lorsque le dit événement a surgi, j'aurais partagé les désirs voire les délires qui animaient les «contestataires», soit les illusions gauchistes néo-petites bourgeoises sur l'imminence d'une transformation radicale des rapports de production en France. Mais il se trouve que mes deux années déjà passées à Cuba m'avaient incité à prendre quelques distances avec les conceptions qui prévalaient — de ma part aussi — en France dans les milieux marxistes non staliniens, en matière de «révolution».

Il faut dire que le débarquement à Cuba de quelques dizaines de soixante-huitards (universitaires, intellos, artistes) — pas seulement castro-guévaristes — au cours de l'été qui a suivi Mai 68, venus sur place confronter les enseignements qu'ils venaient de tirer de quelques semaines d'agitation où ils avaient été impliqués dans l'hexagone avec ce qu'ils croyaient être le processus révolutionnaire cubain, m'a rapidement conduit à un certain scepticisme quand au caractère potentiellement sinon réellement subversif de l'«événement mai-68». Dans leurs propos comme dans leurs comportements, en effet, je sentais chez eux

une nette propension à la forfanterie et l'autosuggestion, c'est-à-dire à raconter et surtout se raconter des histoires pour se faire valoir.

À les écouter, un processus révolutionnaire venait de débiter en France. Il faut dire qu'il était difficile à Cuba de savoir ce qui s'y passait exactement. L'alignement sur l'URSS avait déjà atteint le point de non retour et de non-recours, et, dans les médias, Mai 68 était peu répercuté voire assez mal vu — hormis les slogans, bannières et pancartes des manifestants célébrant le Che ou exprimant la solidarité avec la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme US — en raison de son caractère anti-autoritaire, anti-hiérarchique et anti-institutionnel, et de l'hostilité du PCF à son égard. En outre, la France gaulliste était l'un des rares pays capitalistes à n'avoir pas rompu ses relations avec Cuba, et il n'était pas question pour le gouvernement castriste de les remettre en cause en appuyant l'opposition au pouvoir en place en France¹. Résultat : à Cuba, les révolutionnaires autoproclamés de l'hexagone faisaient plutôt figure de rigolos.

L'été suivant (1969), j'ai profité de mes premières vacances en France durant 2 mois pour aller voir sur place si le pays était encore en ébullition. Or, mis à part quelques manifs ou meetings, des grèves éparses ici et là, la situation était redevenue «normale». Ce qui contrastait avec ce que l'on pouvait lire au même moment dans les publications «alternatives» hexagonales ou entendre de la bouche des militants ou de certains des intellos en vue qui leur servaient de mentors. Pourtant, deux ans plus tard (fin septembre 1971), une fois définitivement revenu de Cuba — dans les deux sens du terme car, peu avant de quitter le pays, j'avais été arrêté, incarcéré et interrogé par le G 2, la police politique du régime cubain, pour «espionnage et propagande contre-révolutionnaire» pour avoir mis en doute devant quelques personnalités de gauche françaises (René Dumont, Charles Vanhecke, l'envoyé du Monde en Amérique latine à l'époque, Régis Debray (qui figure parmi ceux qui m'ont dénoncé), le caractère socialiste de ce régime —, cela ne m'a pas pourtant empêché de militer durant quelques mois à Révolution, un groupuscule issu d'une scission de la LCR. Je venais d'être recruté comme assistant (non titulaire) à la fac de géo de l'université du Mirail à Toulouse — Mai 68 a créé un «appel d'air» dans le recrutement d'enseignants en sciences sociales et en philo au profit des gens catalogués comme marxistes, situs ou au moins «contestataires» —, et il me semblait plus efficace de participer aux luttes en cours — contre la réforme de l'université de la loi Debré (père) et contre le franquisme dans la foulée de l'exécution de Puig Antich — au sein d'une organisation qu'en électron libre. En outre, tant qu'à tirer un trait provisoire sur la possibilité effective, au cours de la décennie et de celle qui suivrait, d'un changement politique en France autre que dans la continuité capitaliste, je voulais une dernière fois vérifier si je ne péchais pas par excès de pessimisme. Ce qui m'amène à revenir sur Mai 68.

Dans ton livre «Mai 68 à Lyon», tu annonçais en préambule vouloir éviter «les lectures qui interprètent le passé avec les grilles du présent», ce qui t'a conduit à «volontairement négliger les suites et conséquences de l'événement ». Or, je me demande si l'on peut analyser celui-ci en faisant abstraction de ses suites et conséquences, même si certaines de celles qui sont perçues comme telles ne lui sont pas imputables. Tu remets le couvert à plusieurs reprises dans la nouvelle version de votre bouquin en vous inscrivant en faux contre «la volonté de chercher la vérité de Mai dans le devenir de l'après-Mai». C'est sans doute pourquoi dans ton commentaire de mes deux «papiers» tu me reproches de «confondre l'événement ou le moment 68 et l'après 68 ou les “ années ” et à «faire du devenu des mouvements d'émancipation qui lui ont succédé, la vérité de Mai 68». Comme si le devenir des dits «mouvements d'émancipation» n'était pas déjà inscrit pour une bonne part dans les discours et pratiques de bon nombre de soixante-huitards, influents ou anonymes !

En conclusion à votre ouvrage, vous discernez dans le moment-Mai 68 un «mouvement général [...] englobant toutes les émancipations». Mais vous imputez à une «nouvelle phase de la domination» du capital où tous les aspects de la vie sociale — on pourrait inclure aussi la vie individuelle — seraient concernés et à la défaite d'une révolte qui, par conséquent, avait «embrassé la totalité des rapports sociaux capitalistes», le fait que «le sens de l'émancipation fut brisé». Cela parce que, selon vous, «c'est le capital qui émancipe ... des limites de l'ancienne société bourgeoise pour développer sa société du capital». Or, comme je l'ai fait remarquer plus haut, je ne vois pas en quoi la société bourgeoise aurait cessé de l'être ni d'être capitaliste à la suite de ce processus. Ce serait même le contraire : la pénétration des rapports sociaux capitalistes dans toutes les sphères de l'activité sociale l'ont rendu plus bourgeoise et plus capitaliste que jamais. À cet égard, parler d'«émancipation» à propos de ce processus que semble pour le moins étrange, pour ne pas dire plus. Henri Lefebvre, Norbert Guterman, Joseph Gabel ou autres marxistes dissidents auraient plutôt parlé d'aliénation généralisée. Vous parler d'ailleurs vous mêmes d'une «universalisation de l'aliénation» à propos de la période qui a suivi mai-68.

Il serait temps en tout cas de débattre sur le sens donné aujourd'hui au terme «émancipation» qui a significativement remplacé depuis le début du siècle celui de «révolution» dans la prose de la gauche dite «radicale». Radicalité dont j'ai dit tout le «bien» que j'en pensais dans mon dernier bouquin *Le Grand-Guignol de la gauche radicale* (Éditions critiques, 2017). Vous affirmez que «le mouvement n'a pas évoqué directement la possibilité d'une révolution sauf verbalement dans des formules qui lui venaient du siècle précédent et qui marquaient son attachement au fil rouge de la lutte des classes». Le «hic» est que le «verbal» a joué un rôle considérable dans ce mouvement au point d'en constituer l'une des

caractéristiques qui le distinguent des précédents. Si on le confronte, en effet, à la Révolution française, à celle de 1848 ou à la Commune de Paris, ce fut l'un des plus « bavards » de l'histoire des insurrections en France — ce qu'oublie, entre autres, Alain Badiou et l'impayable Kristin Ross, deux marxistes de campus invétérés, dans un entretien vidéo chapeauté par Minaude Lancelin — où le verbe, jusque-là, ne servait pas de substitut à l'action². Ce qui nous avait incité, Louis Janover et moi, à y voir, dans nos bouquins *La deuxième droite* suivi par *La pensée aveugle*, la marque et la confirmation de son caractère éminemment néo-petit bourgeois : c'est principalement la classe des « lettrés » qui impulsait la « contestation », terme qui d'ailleurs connotait assez bien la nature et surtout les limites de ce mouvement.

Pour en revenir à l'émancipation, notion mise aujourd'hui à toutes les sauces idéologiques (féministes, antiracistes, écologiques...), son succès parmi les tenants de la « pensée critique » me paraît significatif car il confirme, par le confusionnisme idéologique dont il est à la fois l'expression et l'adjuvant, l'état de déliquescence de ce que l'on appelait jadis l'extrême-gauche en France³. À tel point que cela m'a conduit à pondre un petit bouquin que je me ferai un plaisir de t'envoyer quand il sortira à la rentrée : *Émanciper l'émancipation*. Bien entendu, il me vaudra comme les précédents de nouveaux « amis » dans ma propre classe avec laquelle, je l'avoue, je persiste à me sentir moins que jamais solidaire.

En tout cas, tout ce que vous présentez comme « la question » à poser « dans de nouveaux termes », à savoir « la tension vers la communauté humaine à travers une révolution à titre humain et non plus directement classiste », en jetant allégrement par dessus bord comme inopérants parce que dépassés ou inadéquats les concepts de « bourgeoisie », « prolétariat » et « petite bourgeoisie intellectuelle », va dans le sens — involontairement, bien sûr — de ce qu'ont toujours souhaité, du moins depuis l'essor du mouvement ouvrier, les dirigeants et idéologues du capitalisme : le désarmement idéologique des forces engagées dans la lutte contre ce dernier. Une parfaite illustration, à mon avis, de la fonction structurellement impartie à ces « agents dominés de la domination » que sont les néo-petits bourgeois — pour reprendre la définition qu'en proposait Pierre Bourdieu, que vous détestez à juste titre (je ne suis pourtant pas un bourdieusard inconditionnel, d'autant que sa pensée a évolué) : œuvrer à la reproduction des rapports sociaux dans le cadre de deux des tâches de médiation, entre dominants et dominés, qui reviennent à cette « classe moyenne éduquée », médiane et médiatrice : celles de conception et d'inculcation (en plus de celles d'organisation et de contrôle). Dans l'un des chapitres du bouquin déjà mentionné, *La deuxième droite*, Janover et moi avons pointé l'obligation où se trouvaient dès lors les membres de la PBI qui, « le cul entre deux classes » et le cerveau aussi, ne pouvaient faire ce que leur fonction dans la division capitaliste du travail les conduisait à faire, qu'à la condition d'ignorer, volontairement

ou non, ce qu'ils étaient. Cela au prix, pour ceux qui avaient quelque conscience du caractère contradictoire de cette situation et de l'ambiguïté du rôle social qui en découlait, de contorsions psycho-idéologiques où la mauvaise foi faisait bon ménage avec le déni. En portent la marque, par exemple, la plupart des théorisations à vocation «déconstructive» qui ont fleuri durant la période de l'après-Mai, ainsi que nous avons tenté de le démontrer dans l'autre bouquin déjà mentionné, *La pensée aveugle*, dont la sous-titre résumait le propos : *Quand les intellectuels ont des visions*.

Bien sûr, ce qui précède va encore t'inciter à me reprocher une certaine fixation sur l'intelligentsia, celle de « la rue d'Ulm et de Normal sup' » en particulier. Outre que je n'ai jamais dit ou écrit que «la stratégie de "l'établi"», au sens où un Robert Linhart l'avait mise en pratique, était «une stratégie de conquête du pouvoir», je ne me suis pas borné à observer la relation entre la trajectoire professionnelle, le cheminement idéologique et le parcours politique des seuls représentants les plus éminents de la caste intellectuelle «progressiste». En tant qu'enseignant-chercheur (en sociologie urbaine), d'une part, et militant anticapitaliste et anti-impérialiste (non encarté), de l'autre, j'ai eu d'innombrables occasions de fréquenter ou au moins de côtoyer des dizaines de néo-petits bourgeois qui avaient «fait» mai 68, qu'ils appartiennent au corps des enseignants-chercheurs, comptent parmi le ou parmi le personnel chargé de concevoir et mettre en place les politiques urbaines (urbanisme, services sociaux, culture...) ou encore au monde associatif. Et, contrairement à ce que tu avances, ce qu'ils sont devenus a fort à voir avec ce qu'ils étaient au début des années 70. À quelques exceptions près, c'est à leur «irrésistible ascension» au sein de l'université, des centres de recherche, des ministères ou des institutions locales à laquelle j'ai assisté, fût-ce, pour les moins doués ou les moins malins, à des échelons plus ou moins subalternes de la hiérarchie sociale que tous vilipendaient dans leur jeunesse. Et cela au prix d'une régression politico-idéologique plus ou moins accentuée mais toujours indéniable. Laquelle les a amenés en général à délaisser la fameuse «question sociale» au profit des questions dites sociétales.

Vous parlez à ce propos avec raison du remplacement des «références à l'autonomie des collectifs de lutte ou à l'autogestion» par des «références à une autonomie individuelle dans l'égogestion» — je parle souvent à ce propos de «dérive égologique», ironiquement résumée par mes amis de PMO par la devise implicite: « Mon cul, ma gueule et mon nombril » — «avec, en complément, une dimension collective réduite à des références identitaires». Les sectes LGTBQ ou les adeptes des thèses «post-» ou «dé-coloniales» repliés dans un manichéisme essentialiste en offrent un parfait exemple. Voilà où a pu mener «l'expression des nouveaux désirs, le refus de la domination, l'aspiration à un nouveau mode de vie», ce que vous appelez le «nouveau» de Mai 68, déconnectés dès le départ du «fil rouge de la lutte des

classes» chez les plupart des participants. Une déconnexion que ne ferait que parachever la «révolution à titre humain» que vous préconisez fondée sur la dénégation de l'existence de classes sociales aux intérêts antagoniques.

Je ne nie évidemment pas les tentatives de jonction entre la révolte étudiante et ce qui restait de plus combatif dans le «mouvement ouvrier» en mai 68, notamment par suite de l'arrivée de nouvelles générations de prolétaires échappant à l'emprise des appareils partidaires et syndicaux et pour qui la fétichisation des «forces productives» et même du travail en général n'avaient aucun sens. Vous décrivez très bien les tenants et les aboutissants de ces tentatives, mais, il reste qu'elles furent minoritaires et ne pouvaient donc faire le poids, si l'on peut dire, dans une conjoncture socio-historique où, pour la bourgeoisie, un renouvellement de son alliance de classes s'imposait pour rétablir son hégémonie et la consolider. Alliance avec la classe dont vous refusez d'admettre qu'elle puisse constituer un nouveau sujet historique d'importance majeure, notamment pour mener la «révolution sociétale» auquel Mai 68 donna le coup d'envoi, avec ces «capitalistes du savoir» comme les dénommait le communiste dissident polonais Jan Wacław Makhański, qui, à défaut de remplacer la classe dirigeante comme beaucoup en rêvaient jadis, ont pris place à ses côtés en position subalterne pour lui permettre de continuer à diriger.

J-P Garnier

Réponse à J-P. Garnier (« Mai 68 dans une société sans classes ? »)

La notion de société capitalisée est le produit d'une discontinuité à l'intérieur même de la phase de « domination réelle » du capital. Après la défaite du cycle de luttes des années 1967-1979, la restructuration du capital qui s'amorce est indissociable d'une nouvelle dynamique qui puise dans les luttes qui viennent de se produire la substantifique moelle de sa nouvelle marche en avant. Contrairement aux cycles précédents qui voyaient se succéder périodes de révolution et de contre-révolution, le nouveau cycle du capital embraille directement sur les limites du cycle de lutte précédent. Ce n'est donc pas « la réaction⁷ » qui prédomine, mais l'action et le retournement (et non exactement la récupération) du sens des luttes d'émancipation. C'est ce mouvement que nous appelons la révolution du capital. C'est elle qui ouvre une nouvelle période qui, progressivement il est vrai (sur une dizaine d'années) met fin à la double nature des luttes des années 60-70. Comme nous l'avons déjà

dit dernier assaut prolétarien et début d'une autre perspective révolutionnaire à titre humain ; mais aussi double nature des mouvements d'émancipation dont le sens est à la fois d'émancipation par rapport aux valeurs et relations sociales de l'ancienne société bourgeoise, le mouvement des femmes en est le meilleur exemple en tant que pratique critique, même si au sein des courants issus de l'ultra gauche nous n'en avons bien souvent pas reconnu ce caractère et aussi sens d'aliénation dans la mesure où il produit séparation et particularismes qui ne peuvent être maintenus contenus qu'à l'intérieur d'un mouvement qui met en crise l'ensemble des rapports sociaux capitalistes et donc ses rapports de production. En effet, le moment 68 n'est pas réductible à une révolution culturelle⁸. La défaite de ce mouvement plus global va laisser place au sens unilatéral du féminisme officiel et institutionnalisé qui développe le dernier « grand récit » qui se substitue progressivement à celui des luttes de classes, avant qu'il n'implose lui-même sous les coups des particularismes post-modernes et leur travail de déconstruction et de sectionnalisation, plus en phase, justement, avec la révolution du capital des années 1980. Même si les questions sociétales semblent remplacer la « question sociale », on n'a pas affaire ici à une révolution sociétale au niveau des idées ou des mœurs qui viendrait supplanter la révolution matérielle des rapports de production. Il n'y a pas d'autonomie de la superstructure, via les classes moyennes, ce que tu appelles la petite bourgeoisie intellectuelle, mais qui n'a rien spécialement d'intellectuelle. Ce sont plutôt les couches du brassage social amorcé dans la période précédente qui, comme une grande partie de la jeunesse, de ce fait, sont particulièrement trans-classes et sont à la fois capables d'innover et de se mouler dans une révolution générale du capital (certains ont parlé de révolution anthropologique, à la suite de Pasolini à la fin des années 60) dont les bases (fluidité des capitaux, libre circulation des marchandises et des hommes, « autonomie », équité, etc.), correspondent à leurs valeurs qui intègrent aussi bien les valeurs progressistes de la modernité que les valeurs libérales/libertaires de la post-modernité. Mais je crois que cette coalescence entre forces sociales directement capitalistes et couches intermédiaires servant de médiation ne contient aucune alliance et encore moins de classe entre ces forces. D'ailleurs il n'y a pas de force politique pouvant porter cela et c'est cette absence qui a favorisé l'arrivée de Macron au pouvoir puisqu'une partie de ces forces, branchés des nouvelles technologies, auto-entrepreneurs contents de l'être, etc., le soutient (les plus dynamiques, hipsters et autres bobos), alors que l'autre, plus classique continue à se partager entre les différentes fractions de gauche ou écologiques, y compris, parfois, dans son raidissement national-populiste et sécuritaire (Mélenchon).

Ce nouvel ordre libéral/libertaire, si on se sert de cette formule, certes critiquable, mais significative (cf. Cohn-Bendit) se développe par réseaux (cf. notre notion d'État-réseau) et branchements qui recouvrent l'ensemble des rapports sociaux jusque dans les banlieues instaurant par là une nouvelle dépendance, plus large, que celle qui s'exprimait dans le

rapport capital/travail et c'est d'ailleurs, à mon avis, l'une des raisons pour laquelle les théorisations actuelles en termes de racialisation, manquent leur objet et sont inadéquates pour appréhender la situation actuelle, du moins en France.

Au-delà de la différence de terminologie employée qui existe entre nous, il me semble que la critique de la notion d'émancipation que tu esquisses ici et développe par ailleurs, mais je n'en ai pas connaissance en détail, est très proche de celle que propose Jacques Guigou, par exemple dans l'article *Des émancipés anthropologiques* in n°17 de Temps critiques et la différence la plus marquante que je trouve entre nous ne réside pas dans notre position sur le serpent de mer que représente aujourd'hui « la classe » comme sujet antagoniste, mais sur la façon d'aborder l'après des luttes du cycle précédent, là où tu vois plutôt une continuité, nous voyons nous, essentiellement, une discontinuité et même une rupture à partir de ce que nous avons saisi, pour la France du moins, comme un événement au sens fort, c'est-à-dire un mouvement de lutte qui à la fois excède ses causes et ne se réduit pas au processus qu'il engendre par la suite. Bref, dit autrement, il ne se dilue pas dans le temps long de l'Histoire (il se serait passé la même chose sur le long terme, même sans l'événement, comme le soutiendra le Furet devenu libéral, à propos de la révolution française) et il n'est pas non plus une ruse de la Raison répondant à un phénomène de rattrapage comme le soutiennent les tenants de « l'école critique de la valeur » dont les thèses sont particulièrement désincarnées (les individus ne sont que des « porteurs » (trägers).

Comme tu ne reconnais pas la force de cet événement (et effectivement, comme tu le dis dans ta lettre précédente peut être que la place à partir duquel tu le juges ne te permet pas de l'appréhender de la même façon que moi⁹, tu vois évidemment toute notre tentative de rénovation conceptuelle comme discutable ou vaine tout en reconnaissant pourtant la pertinence de bien de nos analyses ou approches. Ainsi en est-il vis-à-vis de la notion de communisation, que nous avons certes utilisée, très peu de temps d'ailleurs, comme outil de critique des théories de l'orthodoxie marxiste sur la société de transition, la dictature du prolétariat, l'État prolétarien et aussi pour essayer de résoudre l'aporie qu'a pu constituer pour certaines revues ou groupes informels issus de l'ultra gauche, la notion d'auto-négation du prolétariat à partir du milieu des années 70. Nous avons abandonné cette notion de communisation, avancée tout d'abord par Dauvé et le groupe Théorie communiste car elle ne nous semblait pas prendre en compte la question de l'État, ni d'ailleurs celle de la domination, restant bloquée sur la question de l'exploitation, de la valeur. Nous avons développé cette critique dans un éditorial signé collectivement : Luttés actuelles et communauté humaine avec en sous-titre : *Des grèves d'octobre-novembre 2010 en France, puis des révoltes arabes au mouvement des indignés espagnols et des Occupy* américains

dans notre n°16. Il se termine par deux passages qui disent, le premier, pourquoi « Nous ne sommes plus communistes au sens de Marx » et le second pourquoi nous critiquons ce qui est devenu, à la longue, le discours de la communisation avec son petit milieu de communisateurs). Si tu as le courage de lire ces deux courts passages tu verras qu'y affleurent des approches assez différentes (nous ne sommes pas un groupe politique) et d'ailleurs celui qui a été à la base de la rédaction de « Nous ne sommes plus ... » a quitté la revue.

Pour finir, la tension vers la communauté humaine dont nous parlons n'est pas réductible, comme tu sembles pourtant le penser, à une simple tension vers l'humain en général, sorte de variante radicale des droits de l'homme ou de l'action des ONG de l'humanitaire. Et encore moins réductible, rajouterai-je, aux théories sur « les communs » qui me paraissent un gauchissement (Negri, Dardot-Laval) des nationalisations du programme du CNR dû au passage de la forme nation à la forme réseau de l'État.

Il est vrai que nous sommes souvent questionnés sur ce point et que c'est sûrement un signe de manque de clarté de notre énoncé. C'est pour cela que j'ai récemment essayé de donner une réponse à ces interrogations dans un petit texte qui doit être sur le blog, intitulé [Révolution à titre humain et tension vers la communauté humaine](#).

Bien à toi et à te lire,

JW

1. Ces notes sont un commentaire critique, sans constituer une réponse à proprement parler, de deux articles de Jean-Pierre Garnier : [Colloque Caen Mai 68](#) et [Henri Lefebvre et Mai 68](#). [↩]
2. Garnier fait comme si tous les anciens soixante-huitards sortaient de la rue d'Ulm ou des salons de la bourgeoisie éclairée, mais l'exemple de l'INSA à Lyon est caractéristique de l'évolution des rapports sociaux capitalistes. Cette école d'ingénieurs pour les pauvres qui ne nécessitait pas de passage par les classes préparatoires comprenait beaucoup de boursiers et fils d'ouvriers dont un nombre non négligeable de fils d'anarchistes espagnols venus de Montpellier et de Toulouse où il n'existait pas encore de grandes écoles. Or, ils furent à la pointe de la lutte sur le campus. De la même façon, je signale, dans mon livre sur Lyon que parmi les premières formes de luttes qui servir de prémisses à l'agitation en 1967-68, figurent des luttes contre le fichage des absences de boursiers, menées par ses mêmes étudiants boursiers. [↩]
3. Pour ce que je connais du mouvement lyonnais, surtout dans sa composante mouvement du 22 mars, entre dix et quinze sont passés par la case grande délinquance

pendant dix ans au moins, un petit nombre s'est suicidé, quelques uns sont devenus petits commerçants, une majorité petits profs ou travailleurs sociaux. [↔]

4. Mis en avant par Hamon et Rotman dans *Génération*, mais aussi par Kristin Ross dont on ne comprend pas bien le succès de son livre *Les vies ultérieures de mai 68* qui privilégie l'histoire et le devenir des maoïstes. Pour une critique plus détaillée de ce livre, on peut se reporter à mon article sur le site de [Temps critiques](#). [↔]
5. Cf. la manifestation parisienne qui passera devant la chambre des députés sans un regard pour les quelques députés qui, comme Claude Estier, auraient voulu dialoguer avec les étudiants. [↔]
6. Sur ces points, cf. J. Wajnsztein : [Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût](#), L'Harmattan, 2002 et surtout [Rapports à la nature, sexe, genre et capitalisme](#), Acratie, 2012. Je n'ai pas lu le livre de F. Cusset, mais pour ce que je sais de cet auteur, c'est une critique des théories post-modernes et de la French theory donc j'avoue ne pas bien saisir la critique de Garnier, car Cusset me semble justement chercher à distinguer l'universalisme de 68 et ses suites multiculturalistes, particularistes et identitaires. [↔]
7. Cf. par exemple, les luttes de fraction au sein du gaullisme et le triomphe final des modernistes Chaban, Delors et la victoire finale de Giscard. [↔]
8. C'était le danger de la position contre culturelle tenue par Marcuse qui déclarait encore dans *Match* du 23 mars 1973 : « Il est stupide de parler de 1968 comme d'une défaite », sous-entendu parce que l'ancienne société n'a pas simplement été critiquée, mais elle a été déchirée laissant la place à de nouvelles formes de vie. . [↔]
9. Ce n'est peut être pas un hasard de voir que ta façon de l'appréhender est à peu près identique à celle de Régis Debray et Pierre Goldman qui eux aussi étaient en Amérique du Sud à l'époque, comme Michèle Firk d'ailleurs et tous trois jugeaient qu'il n'y avait rien à attendre des luttes en Europe ! [↔]